

L'Insee et le chômage : le village Potemkine



Le taux de chômage en France a diminué de 0,7 point au deuxième trimestre, à 7,1 %, comme au premier trimestre. Cette bonne nouvelle serait, selon l'Insee, liée au confinement, qui a empêché beaucoup de personnes sans emploi d'en chercher un.

Avec Sébastien Laye

Avec Martin Tixier

La France s'enfonce dans la récession post Covid, la plus violente de l'après guerre, mais au milieu d'une batterie d'indicateurs tous plus déprimants les uns que les autres, l'INSEE, qui reportait la semaine dernière sa version du chiffre officiel du chômage, inspiré de la méthode du BIT, annonçait pour le second semestre une baisse massive du chômage de 8% à 7.1%. Or ce taux facialement le plus bas depuis 1983 dissimule mal le début d'une grave crise de l'emploi, alors que durant la phase d'expansion mondiale, entre 2015 et 2018, la France n'a eu que de piètres résultats en la matière, restant loin du plein emploi des autres pays. Tout en expliquant les détails de cette statistique, nous reviendrons sur le concept de « halo du chômage » selon lequel les citoyens français souhaitant travailler mais non comptés comme chômeurs car incapables de chercher un emploi durant le confinement aurait dépassé les 2,5 millions de personnes. Or les premiers plans sociaux des Renault, Airbus et autres entreprises, et le million de personnes qui devrait perdre leur emploi à la suite de cette crise économique sans précédent nous amène à penser que le taux de chômage dépassera 10% début Janvier et peut être davantage (11-12%) l'an prochain.

Si l'INSEE a évité de faire trop vague sur cette baisse massive, c'est que sa crédibilité fut déjà écornée sur de nombreux sujets : le plus médiatisé a été celui du pouvoir d'achat, où la méthode de l'INSEE, excluant l'immobilier, surpondérant l'impact de la technologie, a donné lieu à la célèbre critique de notre confrère Philippe Herlin. On retrouve avec la statistique du chômage la même divergence avec le réel : ainsi le taux de chômage des gens en catégorie dite A pour Pôle Emploi était au dessus de 10% au début de l'année et s'est envolé avec la crise du Covid. Toute catégorie confondue, il est à 20% : certes cette méthodologie n'est pas reprise par les autres pays, mais chez tous les pays européens sans exception la statistique officielle du chômage s'envole depuis deux mois : il n'y a qu'en France, utilisant la même approche du BIT basé sur les déclarations des chercheurs d'emplois (qui bien sur ne cherchaient pas activement durant le déconfinement), que le chômage n'a pas augmenté ! Une aberration statistique. Et l'INSEE paraît incapable de prendre les destructions d'emplois, déjà réelles au delà du chômage partiel (nous n'aurons en effet le vrai chiffre que dans quelques semaines sur le front des destructions), et de les rapporter à la population active pour estimer le taux de chômage réel dans le pays. S'agit il d'incapacité mathématique et scientifique ou de mauvaise foi politique de la part d'un organisme supposé indépendant ?

Cette situation tragi-comique ne doit pas occulter la détresse que nous constatons, tous les jours, sur le terrain, en tant que chefs d'entreprises, et que nous pouvons interpréter de manière macro économique en tant qu'analystes. Ainsi, en plus des deux millions de personnes officiellement au chômage en France, durant le Covid près de deux millions et demi ne purent pas chercher un emploi ou étaient indisponibles et ont donc échappé à cette statistique de l'INSEE ; par ailleurs, 5,5 millions de personnes sont sous employées dans notre pays, au temps partiel non voulu par exemple, ou en formation non activement désirée. Ce chiffre total de près de 10

millions de personnes a augmenté de quatre millions depuis le début de la crise du Covid. Paradoxalement le risque pour les pouvoirs publics en 2021, et alors que la situation réelle pourrait doucement commencer à s'améliorer, est que ces personnes dans le halo du chômage reviennent vers le marché de l'emploi, grossissant les rangs des chômeurs.

Bien évidemment, en préparation des échéances électorales en générale (élections régionales) et des élections présidentielles en particulier, l'Etat s'apprête à recourir à des CDD

pour accompagner la mise en oeuvre de son plan de relance de 100 milliards d'euros sur deux ans présenté le 25 août. Cet artifice qui ne dupe personne a pour vocation de baisser artificiellement les chiffres du chômage sur la période 2021-2022, ce que l'INSEE ne manquera pas de prendre en compte pour afficher à nouveau des chiffres du chômage flatteur pour le gouvernement. Dans les mesures similaires prises par le passé on pourrait rappeler les ordonnances de juillet 2005 qui ont créé le *Pacte junior*, permettant chaque année à 20 000 jeunes sans diplôme - dont le niveau est trop bas pour réussir un concours de la fonction publique - de devenir toutefois fonctionnaire. Cette dégradation de la qualité du recrutement du service public est à rajouté au chiffre lénifiant du taux de réussite au Baccalauréat 2020 et qui démontre encore une fois que l'Etat est prêt à faire n'importe quoi pour faire baisser les chiffres du chômage et absorber dans la société française une partie des 9 % des 18-24 sans qualification que notre système éducatif déficient produit chaque année.

Pour que le chômage baisse durablement grâce à des embauches du secteur marchand de l'économie, il faut une croissance de l'activité économique. Cette condition, est certes nécessaire, mais n'est pas seulement suffisante, car, aucune entreprise privée n'embauchera si elle ne constate pas ou n'anticipe pas une croissance de son activité. Encore une fois, la seule manière qu'a trouvé l'Etat pour créer des emplois sans croissance du PIB sera donc d'en faire supporter le coût aux contribuables, en embauchant dans le secteur public (fonctionnaires, contractuels ou intérimaires) à un moment où la pression fiscale n'a jamais été aussi forte et que la France détient le triste record des pays membres de l'OCDE en ce domaine. L'INSEE, quant à elle continuera à nous fournir des données statistiques du chômage digne d'un village de Potemkine.